



Paris, le 25 juin 2018

Publication du rapport sur l'Évaluation des Risques du Système financier français

La Banque de France a publié lundi 25 juin 2018 [son rapport sur l'Évaluation des Risques du Système financier français](#) au premier semestre 2018.

L'Institution anticipe une croissance économique robuste en France (+1,8 % en 2018, +1,7 % en 2019, après +2,3 % pour 2017), qui se situe au-dessus de son potentiel, alors que l'activité mondiale reprend (+3,9 % en 2018 et 2019, après +3,8 % en 2017 selon le FMI). Dans un contexte de montée des tensions protectionnistes et de persistance d'incertitudes politiques au plan mondial et en Europe, la Banque de France identifie quatre principaux risques.

- **Les risques liés à l'endettement du secteur privé**

Les risques liés à l'endettement des entreprises et des ménages sont jugés élevés. Ils se situent au premier rang des risques identifiés pour le système financier français, avec une perspective de hausse au cours des six prochains mois. En effet, le taux d'endettement du secteur privé non financier continue de progresser et atteint 130,2 % du PIB au 4^{ème} trimestre 2017, ce qui correspond à 71,8 % du PIB pour les sociétés non financières (SNF) et 58,4 % pour les ménages. Cette évolution contraste avec celle observée dans les autres grands pays européens.

Pour les SNF, la hausse de l'endettement est portée par la progression de la dette de marché mais aussi par le crédit bancaire qui continue d'augmenter (+5,1 % sur un an en avril 2018). La progression du crédit concerne toutes les tailles d'entreprise. De plus, les financements à effet de levier (opérations dites de *leverage buy out* – LBO et plus largement prêts à effet de levier – *leveraged loans*, obligations à haut rendement – *high yield*) sont en forte croissance au cours des derniers trimestres et cette évolution s'accompagne d'un assouplissement des clauses contractuelles et d'un fort appétit pour le risque des investisseurs.

Contact Presse :

Service de la Communication externe et digitale : 01 42 92 39 00

La croissance du crédit aux ménages est également soutenue : +5,7 % sur un an en avril 2018 avec un encours principalement porté par le crédit immobilier alors que les prix de l'immobilier résidentiel augmentent également (+3,9 % au niveau national au 4^{ème} trimestre 2017). Cette hausse s'accompagne d'un certain assouplissement des conditions d'octroi qui appelle à la vigilance, même si à ce stade les risques de crédit correspondants sont diffus compte-tenu des modalités des emprunts immobiliers, principalement rémunérés à taux fixe et assortis d'un cautionnement.

- **Les risques de marché**

Les risques de marché figurent au deuxième rang, à un niveau élevé également assorti d'une perspective de hausse dans les six mois. Le risque de correction abrupte des primes de risque augmente dans un contexte où les valorisations sur les marchés financiers continuent leur progression, indiquant un appétit pour le risque élevé. Les incertitudes économiques et politiques se sont renforcées et peuvent être sources d'instabilité, notamment en lien avec la politique économique américaine et la situation italienne.

- **Les risques liés à l'environnement de taux d'intérêt en Europe**

Les risques liés à l'environnement de taux d'intérêt en Europe viennent en 3^{ème} position, à un niveau modéré et qui devrait être stable au cours des six prochains mois. Les institutions financières demeurent résilientes dans un environnement de taux d'intérêt historiquement bas et un contexte macroéconomique bien orienté. Cependant, la possibilité d'une hausse brutale des taux d'intérêt longs serait une source potentielle de risque.

- **Les risques liés aux changements structurels du système financier**

Enfin, au 4^{ème} rang, les risques liés aux changements structurels du système financier sont également modérés et assortis d'une perspective stable. Les enjeux structurels du système financier persistent (digitalisation, maîtrise des coûts, recherche de rentabilité). L'évolution des coûts d'exploitation demeure un sujet d'attention et les institutions financières poursuivent leurs efforts d'adaptation et de transformation.

A propos de la Banque de France. Institution indépendante, la Banque de France a trois grandes missions : la stratégie monétaire, la stabilité financière, les services à l'économie. Elle contribue à définir la politique monétaire de la zone euro et la met en œuvre en France ; elle contrôle banques et assurances et veille à la maîtrise des risques ; elle propose de nombreux services aux entreprises et aux particuliers.

Visitez notre site internet www.banque-france.fr

Suivez nous    

Contact Presse :

Service de la Communication externe et digitale : 01 42 92 39 00